

Entre Kosovo et Serbie, le spectre d'un échange de territoires

■ Depuis l'automne, rien ne va plus **Épinglé** entre Belgrade et Pristina.

■ Mais Aleksandar Vucic et Hashim Thaçi maintiendraient toujours des contacts discrets.

■ Leur objectif serait d'imposer au final des échanges de territoires.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Correspondants dans les Balkans

Le 20 octobre, l'assemblée générale d'Interpol rejetait la candidature du Kosovo, à la suite d'une intense campagne de lobbying de la Serbie. Dès le lendemain, Pristina décidait de taxer à 100% toutes les marchandises en provenance de Serbie, et le 14 décembre, le Parlement du Kosovo votait la création d'une armée – franchissant, selon Belgrade, une nouvelle "ligne rouge". Pourtant, alors que le dialogue poussivement mené depuis 2011 à Bruxelles sous l'égide de l'Union européenne semble au point mort, les chefs des deux États, le Kosovar Hashim Thaçi et le Serbe Aleksandar Vucic, garderaient ouvert un canal secret de négociations, voire même orchestreraient en coulisses cette montée des tensions, avec un objectif : montrer qu'Albanais et Serbes ne peuvent plus vivre ensemble et que le temps d'une "redéfinition des frontières" serait donc venu.

Le Kosovo et la Serbie pourraient ainsi conclure un accord "définitif", qui supposerait que Belgrade reconnaisse l'indépendance de son ancienne province,

Au Conseil de sécurité, Serbie et Kosovo campent sur leurs positions

Les présidents serbe et kosovar. Aleksandar Vucic et Hashim Thaçi, ont campé lundi sur leurs positions lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité après la décision par Pristina de créer une armée kosovare. "Je suis très inquiet. J'ai même un peu peur de l'avenir, [...] non seulement pour mon peuple, mon pays la Serbie, mais pour l'ensemble de la région", a déclaré M. Vucic. "L'armée du Kosovo va contribuer à la stabilité de la région", a estimé, au contraire, le président kosovar Hashim Thaçi. Face à ce duo, les membres du Conseil de sécurité ont affiché leurs divergences, notamment la Russie et les États-Unis, mais ont tous appelé au "dialogue".

mais qui passerait par une "correction" des frontières. Nul ne sait exactement en quoi celle-ci pourrait consister, mais cela n'a pas empêché les États-Unis

et des chancelleries occidentales de faire savoir qu'ils n'étaient "pas opposés" à cette hypothèse. Seule l'Allemagne continue de mettre en garde sur les risques de créer au Kosovo un précédent qui pourrait faire éclater les frontières de la région.

Les options de l'échange sont connues de longue date: le nord du Kosovo contre la vallée de Preševo, dans le sud de la Serbie. Le premier, contigu à la Serbie, abrite, sur 1 800 km², quelque 35 000 Serbes qui ne reconnaissent pas l'indépendance proclamée par Pristina en février 2008. La région était autrefois industrielle, mais les mines abandonnées du combinat de Trepcia n'ont plus de réel intérêt économique, même si elles sont toujours agitées comme un totem, tant par les Albanais que par les Serbes. Le nord du Kosovo est presque homogène, à l'exception de quelques villages albanais et de la ville de

Mitrovica elle-même, où l'on trouve des quartiers mixtes sur la rive nord de l'Ibar. Le vrai problème, toutefois, tient au fait que les deux tiers des Serbes du Kosovo, au moins 70 000 personnes, vivent dans des enclaves disséminées au sud de la rivière.

"Belgrade est prête à nous sacrifier", lance Rada Trajkovic. Cette pionnière du dialogue serbo-albanais a joué la carte de la participation aux institutions du Kosovo, devenant vice-présidente du premier Parlement élu après la guerre. Elle a finalement été lâchée par les siens: trop indépendante au goût d'Aleksandar Vucic, elle a été mise sur la touche par la Srpska Lista, le parti serbe téléguidé par Belgrade. Rada Trajkovic a même perdu son emploi de chirurgienne à l'hôpital de Gracanica, la grande enclave proche de Pristina, où vivent 15 000 à 20 000 Serbes. "Ici, assure-t-elle, les gens ont recommencé à vendre leurs terres et leurs maisons. Les acheteurs albanais expliquent que c'est le dernier moment pour obtenir un bon prix. Ils disent que quand l'accord aura été conclu, les biens serbes du Kosovo central ne vaudront plus rien."



Impossible vie commune ?

Niché dans les contreforts des Montagnes Maudites, le monastère orthodoxe de Visoki Decani, édifié au XIV^e siècle par le roi Stefan Decanski, a résisté aux siècles d'occupation ottomane et aux guerres du XX^e siècle. Son père abbé, l'archimandrite Sava, fait l'objet depuis l'été d'une campagne de haine lancée par les tabloïds proches d'Aleksandar Vucic. *"Fin juillet, tout était prêt pour provoquer des incidents entre Albanais et Serbes. Ensuite, on aurait expliqué qu'il était temps de séparer les deux peuples. Nous avons révélé ce scénario diabolique sur les réseaux sociaux. Depuis, on me traite d'ennemi de la nation, lâche le religieux. Le Président Vucic veut une délimitation entre Albanais et Serbes, pas entre le Kosovo et la Serbie. C'est un retour aux années 1990, quand les nationalistes voulaient créer des territoires ethniquement homogènes."* À Pristina, certains responsables politiques confirment, à mots couverts, que Belgrade discute avec Tirana et que les cartes topographiques sont déjà déroulées.

Albanais et Serbes sont-ils pourtant incapables de vivre ensemble ? À Kamenica, un gros bourg de l'est du Kosovo, lui aussi en déshérence industrielle, des paysannes serbes viennent vendre des pommes et des noix sur le marché. Autour de la place, les conversations se poursuivent dans les deux langues. *"Je n'ai pas d'autre revenu, je ne touche aucune retraite, ni de Belgrade ni de Pristina"*, explique Verica, 70 ans. À l'époque yougoslave, Albanais et Serbes de Kamenica travaillaient dans les mêmes usines et habitaient les mêmes immeubles et la guerre de 1999 n'a pas réussi à briser les liens.

L'an dernier, la mairie a été remportée par la gauche souverainiste, et le nouveau bourgmestre, Qendron Kastri, multiplie les projets: neuf maisons ont été reconstruites pour des familles serbes et roms qui avaient fui le Kosovo en 1999. *"Chaque foyer touche*

un pécule de 2500 euros, et un peu de matériel pour relancer une activité économique", explique Dejan Blagojevic, responsable des retours auprès de la municipalité. Qendron Kastri souhaite même édifier la première école "mixte" albanais-serbe du Kosovo d'après-guerre. Fils d'un "martyr" de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), le maire de Kamenica n'entend pas transiger sur l'intégrité territoriale de l'ancienne province serbe, mais il a décidé de s'engager en faveur d'une société multiethnique. *"Depuis vingt ans, les missions internationales au Kosovo parlent de multi-ethnicité, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. C'est à nous d'agir."*

Kamenica n'est qu'à une vingtaine de kilomètres de la Serbie, plus exactement de la vallée de Presevo, qui file vers la Macédoine en longeant le massif du Kara-

dak. Le corridor X de développement européen traverse la vallée, avec son chemin de fer et l'autoroute en cours d'achèvement, qui doit relier l'Europe centrale au port de Thessalonique. Les Albanais sont archi-majoritaires à Presevo et représenteraient 60% des 40 000 habitants de la commune de Bujanovac, même s'il est difficile d'avoir des chiffres fiables: ces derniers ont boycotté le recensement de 2011, et la région est frappée par un exode massif, qui touche toutes les communautés de la vallée, les Albanais, les Roms et les Serbes.

Découpage dangereux

En 2001, un conflit a opposé une guérilla albanaise aux forces de sécurité de Belgrade. *"Les accords de paix prévoyaient le développement économique et l'intégration politique des Albanais en échange du désarmement, mais rien n'est venu"*, déplore Ragmi Mustafa, récemment élu à la tête du Conseil national albanais, l'institution représentative de la minorité. *"Si rien ne change, nous en reviendrons à la position des Albanais lors du référendum clandestin de*

1992: le rattachement de la vallée au Kosovo." Ragmi Mustafa n'ignore pourtant pas qu'il est peu probable que Belgrade accepte d'abandonner toute la vallée, dont l'importance stratégique est supérieure à celle du nord du Kosovo. L'hypothèse d'un échange de territoire signifierait donc un découpage qui laisserait des villages, tant albanais que serbes, du "mauvais" côté des nouvelles frontières.

Celui de Biljaca, à l'est de l'autoroute, pourrait ainsi rester en Serbie. Le village abrite une mosquée édifée en 1377, quand l'Empire turc commençait à peine à prendre pied dans les Balkans et Biljaca fut longtemps le centre militaire ottoman de la région. *"C'est pour cela que l'on nous considérait comme des Turcs, mais mes ancêtres ont toujours parlé albanais, assure Fehmi Maliqi,*

traducteur albanais-serbe à la mairie de Bujanovac. Lors de la guerre balkanique de 1912, toute la population du village s'était enfuie vers la Macédoine. Cet automne, les gens ont peur, car on est encore une fois en train de décider de notre sort à notre insu."

Des agendas particuliers

Vingt ans après la fin de la guerre du Kosovo, c'est une étrange conjonction de planètes qui a remis la question d'un "accord final" au premier plan des agendas: la Commissaire européenne Federica Mogherini voudrait boucler un deal "historique" avant la fin de son mandat, tandis qu'une épée de Damoclès pèse sur la tête d'Hashim Thaçi, avec la nouvelle Chambre spécialisée chargée de juger les crimes de guerre de l'UCK. *"Le Président essaie de se poser en faiseur de paix, afin d'échapper à la justice"*, estime un diplomate en poste à Pristina. *"Les Russes sont à l'initiative de cette idée"*, assure de son côté l'ancien journaliste Halil Matoshi, conseiller du Premier ministre Ramush Haradinaj.

Les soutiens les plus marqués à la perspective d'une "redéfinition" des frontières sont, jusqu'à présent, venus de l'administration américaine, mais Moscou pourrait en effet faire son miel d'un précédent kosovar et demander son application aux frontières de l'Ukraine. *"Il n'existe aucun exemple dans l'histoire d'un échange de territoires qui n'ait pas entraîné de déplacement de populations, rappelle Rada Trajkovic. Est-ce d'une tragédie de ce type dont l'Europe a aujourd'hui besoin?"*

Les tensions
entre Belgrade
et Pristina
serviraient
l'accord sur une
"redéfinition
des frontières",
négocié
en coulisses.